



**NATIONS UNIES  
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.: GÉNÉRALE

E/ECA/CM.38/3  
6 avril 2005

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

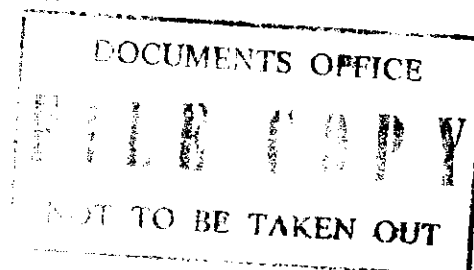
Vingt-quatrième réunion du Comité d'experts de  
la Conférence des ministres africains des finances,  
de la planification et du développement économique

Abuja  
11 - 13 mai 2005

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Trente-huitième session de la Commission/Conférence  
des ministres africains des finances, de la planification  
et du développement économique

Abuja  
14 - 15 mai 2005



**PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL ET D'ORDRE DE PRIORITÉ  
POUR L'EXERCICE BIENNAL 2006-2007**

## Table des matières

	<i>Page</i>
Résumé .....	ii
A. Vue d'ensemble.....	1
B. Programme de travail .....	3
Sous-programme 1. Faciliter l'analyse des politiques économiques et sociales .....	3
Sous-programme 2. Promouvoir le développement durable.....	7
Sous-programme 3. Renforcer la gestion du développement .....	10
Sous-programme 4. Exploiter l'information pour le développement .....	12
Sous-programme 5. Promouvoir le commerce et l'intégration régionale .....	15
Sous-programme 6. Améliorer la condition de la femme.....	17
Sous-programme 7. Appuyer les activités sous-régionales de développement.....	19
Sous-programme 8. Planification et administration du développement .....	28

### Résumé analytique

Le secrétariat a le plaisir de soumettre à la Conférence le projet de programme de travail et d'ordre de priorité pour l'exercice biennal 2006-2007, fondé sur le cadre stratégique approuvé par la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, lors de sa réunion tenue en mai 2004 à Kampala (Ouganda).

Le programme a pour objectif global de renforcer la capacité des États membres africains et de leurs partenaires de développement de formuler et d'appliquer des politiques et des programmes destinés à accélérer et à soutenir la croissance afin de réduire la pauvreté. Ces politiques et programmes devraient être conformes aux buts et priorités définis dans le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et aux objectifs de développement convenus au niveau international, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire et dans les documents issus des grandes conférences des Nations Unies ainsi que dans les accords internationaux conclus depuis 1992.

Pour établir le présent programme de travail, la CEA a examiné de nombreux rapports intergouvernementaux relatifs à la période 2001-2004. Il s'agit, notamment, des rapports de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, du Comité d'experts de ladite Conférence, des comités intergouvernementaux d'experts des bureaux sous-régionaux et des six comités techniques sectoriels, ainsi que des rapports de l'Union africaine et des documents issus des grandes conférences des Nations Unies. Cet examen a permis d'identifier des questions et des recommandations clefs qui ont été traduites en domaines de travail pour les divisions et les bureaux sous-régionaux de la CEA.

En outre, le programme de travail a été établi conformément aux recommandations que la Conférence des ministres a faites, après avoir examiné le rapport d'une évaluation extérieure globale du travail de la CEA depuis 1996, laquelle a été effectuée en 2004. La Commission a examiné le rapport en mai 2004 à Kampala et a recommandé d'apporter des améliorations dans un certain nombre de domaines comme la participation des États membres à la fixation de l'ordre de priorité, l'amélioration des activités de partage et de vulgarisation des connaissances, l'amélioration des partenariats avec les institutions de recherche et d'enseignement, et le renforcement des mécanismes de suivi et de diffusion du travail de la CEA.

Conformément à ces recommandations, le secrétariat a organisé une réunion de groupe spécial d'experts composé de membres des organes directeurs et des comités techniques sectoriels de la Commission. Les experts ont examiné le projet de programme de travail de la CEA pour l'exercice biennal 2006-2007 et ont formulé des avis pour son adaptation aux besoins du continent. Ces mesures sont également conformes aux recommandations de l'Assemblée générale tendant à impliquer les organes intergouvernementaux de l'ONU dans les activités de la Commission et à assurer le suivi des recommandations faites par ces organes.

En 2005, la Conférence des ministres est invitée à examiner et à approuver le projet de programme biennal en ce qui concerne les sous-programmes suivants: Faciliter l'analyse de la politique économique et sociale; Promouvoir le développement durable; Renforcer la gestion du développement; Exploiter l'information pour le développement; Promouvoir le commerce et l'intégration régionale; Améliorer la condition de la femme; Appuyer les activités sous-régionales de développement; Planification et administration du développement, et à adresser ses commentaires au Secrétaire général. Le projet de programme de travail et d'ordre de priorité, ainsi que le résumé des observations et des modifications apportées par la Conférence des ministres seront soumis au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) en juin 2005, lorsqu'il examinera le projet de budget-programme du Secrétaire général pour l'exercice biennal 2006-2007 relatif à l'ensemble du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

## A. Vue d'ensemble

- A.1 Le programme de travail présenté ci-après est fondé sur le programme 14, «Développement économique et social en Afrique», du cadre stratégique pour la période biennale 2006-2007 (A/59/6/Rev.1), que l'Assemblée générale a adopté par sa résolution 59/275 du 23 décembre 2004. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) est chargée de la mise en œuvre du programme 14.
- A.2 Le programme de travail a pour objectif global d'aider les pays africains et leurs organismes de développement à formuler et à appliquer des politiques et des programmes destinés à accélérer et à soutenir la croissance afin de réduire la pauvreté, conformément aux buts et priorités du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et aux objectifs de développement convenus au niveau international, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire et dans les documents issus des grandes conférences des Nations Unies ainsi que dans les accords internationaux conclus depuis 1992.
- A.3 La CEA poursuivra l'objectif du programme en exécutant des activités dans huit sous-programmes interdépendants et complémentaires, qui reflètent globalement les priorités de développement de la région. Les modalités d'exécution comportent: la recherche, le plaidoyer et la sensibilisation; l'analyse des politiques; l'organisation de débats d'orientation pour faciliter la recherche de consensus et l'adoption d'une position régionale commune sur des questions clefs; la fourniture d'une assistance technique sous la forme de services consultatifs et de programmes de formation en groupe, ainsi que de projets opérationnels pour diffuser les meilleures pratiques et les reproduire largement dans la région.
- A.4 Si beaucoup d'activités et de produits présentés dans ce programme de travail traduisent une continuité dans l'orientation de l'action de la CEA par rapport à l'exercice biennal précédent, un certain nombre de domaines recevront davantage d'attention pendant l'exercice biennal 2006-2007. Il s'agit en particulier de la statistique, du VIH/sida, de la mise en place des infrastructures de transports et de communication et de la prise en compte de la parité hommes-femmes. Dans le domaine de la statistique, l'accent sera désormais mis sur les statistiques liées à la pauvreté et les indicateurs permettant de suivre et de présenter les progrès accomplis dans la poursuite des Objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique, ainsi que sur le renforcement de la coordination des programmes statistiques dans la région. Parallèlement, le programme insistera davantage sur la satisfaction des besoins particuliers des pays les moins avancés, des pays sans littoral et autres pays géographiquement défavorisés.
- A.5 Une large place sera également faite aux questions de développement social dans les activités prévues au titre du sous-programme 1, «Faciliter l'analyse des politiques économiques et sociales», en insistant particulièrement sur la sensibilisation des États membres à la nécessité d'accorder plus d'attention aux questions sociales nouvelles dans la formulation et la mise en œuvre de leur politique nationale. Dans ce contexte, le travail de la CEA concernant le VIH/sida

continuera de porter sur les incidences de l'épidémie pour le développement de l'Afrique et d'aider à promouvoir des mesures de prévention et de traitement appropriées.

- A.6 En ce qui concerne la prise en compte de la parité hommes-femmes, la CEA continuera d'aider ses États membres à intégrer le genre dans leurs politiques et programmes de développement. Concrètement, la Commission suivra de près la promotion de la femme dans les résultats en matière de développement de l'Afrique, en rendant opérationnels des outils qu'elle a élaborés à cet effet comme l'Indicateur du développement et des inégalités entre les sexes en Afrique ou le modèle macroéconomique sexospécifique.
- A.7 Au cours de la période biennale 2006-2007, la CEA continuera de mettre au premier plan le renforcement des partenariats, dans le cadre d'initiatives spéciales comme le Forum pour le développement de l'Afrique, le Groupe de réflexion africain sur les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, les activités conjointes CEA/OCDE concernant l'examen mutuel de l'efficacité du développement, le dialogue de haut niveau de la Grande Table entre les ministres des finances de certains pays africains et leurs homologues de l'OCDE relatif à des initiatives de développement clefs et aux perspectives de l'Afrique et, enfin, en participant activement aux activités du Partenariat stratégique avec l'Afrique (PSA). La Commission continuera de collaborer étroitement avec d'autres institutions aux niveaux régional et sous-régional sur des questions d'intérêt commun aux États membres. Elle renforcera également sa coopération avec des partenaires du secteur privé, de la société civile, des institutions de recherche, ainsi qu'avec les donateurs bilatéraux et multilatéraux, dans la poursuite des objectifs de développement de l'Afrique.
- A.8 Suite à l'examen interne global mené pour formuler le projet de programme de travail de l'exercice biennal 2006-2007, le nombre de produits que doivent réaliser les divisions organiques sera réduit de 72, soit de 14 %, revenant de 499 pour l'exercice biennal 2004-2005 à 427 pour l'exercice 2006-2007. Cette diminution, dont l'objectif est de concentrer des ressources limitées sur des produits clefs, permettra également de créer davantage de synergies dans le programme de travail, en particulier entre le siège de la CEA et les bureaux sous-régionaux, grâce à la mise en place d'équipes de travail interdivisions et internes aux divisions axées sur des tâches précises, en fonction d'une division nette du travail qui privilégie les complémentarités dans le programme de travail.
- A.9 Les principales réalisations escomptées du programme et les indicateurs de réalisation pour la période biennale 2006-2007 sont détaillés dans le programme de travail. Le cadre global de ces réalisations et des indicateurs de réalisation est présenté dans le tableau ci-après.

### Réalisations escomptées et indicateurs de réalisation par composante

<i>Composante</i>	<i>Nombre de réalisations escomptées</i>	<i>Nombre d'indicateurs de réalisation</i>
A. Sous-programme		
1. Faciliter l'analyse des politiques économiques et sociales	2	4
2. Promouvoir le développement durable	1	2
3. Renforcer la gestion du développement	2	2
4. Exploiter l'information pour le développement	2	4
5. Promouvoir le commerce et l'intégration régionale	3	3
6. Améliorer la condition de la femme	2	2
7. Appuyer les activités sous-régionales de développement	2	2
8. Planification et administration du développement	1	1
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>20</b>

A.10 La question des publications, en tant que partie intégrante du programme de travail, a été examinée dans le cadre de chaque sous-programme. En principe, les publications en série et les publications isolées paraîtront comme indiqué dans le récapitulatif ci-dessous et comme précisé dans les informations relatives aux produits de chaque sous-programme.

### Récapitulatif des publications

<i>Publications</i>	<i>2002-2003: Chiffre effectif</i>	<i>2004-2005: Chiffre estimatif</i>	<i>2006-2007: Chiffre estimatif</i>
Publications en série	33	48	18
Publications isolées	42	58	57
<b>Total</b>	<b>75</b>	<b>106</b>	<b>75</b>

### B. Programme de travail

#### Sous-programme 1: Faciliter l'analyse des politiques économiques et sociales

B.1 Les activités prévues au titre de ce sous-programme, fondées sur le sous-programme 1 du programme 14 du plan-programme biennal et ordre de priorité pour la période 2006-2007, relèvent de la Division de l'analyse des politiques économiques et sociales (DPES). La composante statistique du sous-programme sera exécutée par le Centre de la statistique sous la direction générale de la Division de l'analyse des politiques économiques et sociales, conformément à la

recommandation 81 du Rapport du Bureau des services de contrôle interne (A/58/785).

**Objectif :** Parvenir à une croissance économique plus forte et soutenue en vue de la réduction de la pauvreté et du développement durable en Afrique.

Réalisations escomptées	Indicateurs de réalisation
a) Amélioration de la capacité des États membres, de concevoir, mettre en œuvre et suivre les politiques de développement en faveur des pauvres, conformes d'une part aux objectifs de développement convenus au niveau international, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire et dans les documents issus des grandes conférences des Nations Unies ainsi que dans les accords internationaux conclus depuis 1992, et d'autre part aux priorités du NEPAD.	<p>a) i) Augmentation du nombre de pays et d'organisations régionales capables de concevoir et d'appliquer des politiques et des programmes efficaces pour parvenir à une croissance plus forte et à une réduction de la pauvreté.</p> <p><i>Mesure de la performance</i>  2002-2003: 7  Estimation pour 2004-2005: 10  Objectif pour 2006-2007: 15</p> <p>ii) Augmentation du nombre de pays dont les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté contiennent une évaluation plus précise des questions relatives à la pauvreté et à la croissance.</p> <p><i>Mesure de la performance</i>  2002-2003: 12  Estimation pour 2004-2005: 20  Objectif pour 2006-2007: 25</p> <p>iii) Augmentation du nombre de politiques, d'instruments et d'initiatives visant à une gestion prudente du budget et de la dette et à la mobilisation des ressources.</p> <p><i>Mesure de la performance</i>  2002-2003: 0  Estimation pour 2004-2005: 5  Objectif pour 2006-2007: 10</p>
b) Renforcement des capacités statistiques des pays africains en vue d'une meilleure gestion économique et du suivi des	b) Augmentation du nombre de politiques et de programmes pour le développement et la gestion des

progrès accomplis dans la poursuite des objectifs de développement convenus au niveau international, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire et dans les documents issus des grandes conférences des Nations Unies ainsi que dans les accords internationaux conclus depuis 1992.

statistiques dans les pays africains, qui sont établis par les bureaux nationaux de statistique pour suivre les progrès accomplis dans la poursuite des objectifs de développement convenus au niveau international, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire et dans les documents issus des grandes conférences des Nations Unies ainsi que dans les accords internationaux conclus depuis 1992.

*Mesure de la performance*

2002-2003: 4

Estimation pour 2004-2005: 10

Objectif pour 2006-2007: 18

---

### **Facteurs externes**

- B.2 Le sous-programme devrait atteindre ses objectifs et aboutir aux réalisations escomptées, à condition que: i) les États membres et les décideurs nationaux apportent leur appui aux efforts de la Commission et coopèrent pleinement à l'intégration de politiques et de stratégies de lutte contre la pauvreté dans les politiques économiques et sociales nationales; ii) les partenaires de développement honorent les engagements qu'ils ont pris, par exemple dans le cadre du Plan d'action du G-8, du Consensus de Monterrey et de la Déclaration du Millénaire, de renforcer la responsabilité mutuelle; et iii) l'environnement macroéconomique et politique mondial ne se détériore pas.

### **Produits**

- B.3 Au cours de la période biennale, les produits suivants seront exécutés:
- a) **Service d'organes intergouvernementaux et d'experts (budget ordinaire):**
- i) ***Trente-neuvième et quarantième sessions de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique:***
- a. **Service fonctionnel** de deux sessions de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique et de son Comité d'experts;
- b. **Documentation à l'intention des organes délibérants:** cinq rapports à la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique sur: l'examen mutuel mené avec



l'OCDE; les Objectifs du Millénaire pour le développement et les stratégies de la réduction de la pauvreté (2); l'aperçu de la situation économique (2);

**ii) Cinquième session du Comité de l'information pour le développement:**

**Documentation à l'intention des organes délibérants:** deux rapports au Comité de l'information pour le développement sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 1993 dans les pays africains; l'application du cadre stratégique pour le développement de la statistique en Afrique;

**iii) Réunions de groupes spéciaux d'experts:** six réunions de groupes d'experts sur l'évaluation des résultats économiques (2); les flux de capitaux et le développement des économies africaines; les dépenses publiques et la prestation de services en Afrique; les réunions du Conseil consultatif sur la statistique en Afrique (2);

**b) Autres activités de fond:**

- i) Cinq publications en série:** *Rapport économique sur l'Afrique* (2); *Annuaire statistique pour l'Afrique* (2); étude de la CEA sur les politiques de développement: intégration de la santé/l'équité dans le programme de développement;
- ii) Six publications isolées:** dépenses publiques et prestation de services en Afrique; mesure du secteur informel; flux de capitaux et développement des économies africaines; décennie des Nations Unies sur la pauvreté 1996-2006: évaluation des objectifs de la Déclaration du Millénaire; examen mutuel avec l'OCDE; défis et opportunités pour les pays africains les moins avancés;
- iii) Livrets, fiches, affiches, dossiers d'information:** supports promotionnels pour la Journée africaine de la statistique (affiches et communiqués de presse); dossiers d'information statistique;
- iv) Deux manifestations spéciales:** Journée africaine de la statistique; Forum pour le développement de la statistique en Afrique (FASDEV);
- v) Supports techniques:** base de données statistiques de la CEA, comprenant des données pour les enquêtes auprès des ménages; site Internet sur des questions économiques et sociales.

c) **Coopération technique:**

- i) **Services consultatifs:** quatre missions de services consultatifs à la demande des gouvernements et des communautés économiques régionales sur la formulation de politiques et de stratégies de développement, y compris la mise en œuvre du NEPAD; le Mécanisme d'évaluation intra-africaine; l'élaboration des stratégies de réduction de la pauvreté; la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement;
- ii) **Bourses et subventions:** six universitaires, boursiers et stagiaires invités pour renforcer les capacités en matière de développement, d'analyse des politiques, d'enquêtes auprès des ménages, et de mesure et d'analyse de la pauvreté;
- iii) **Trois projets opérationnels:** réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et deuxième génération de stratégies de réduction de la pauvreté; travaux analytiques à l'appui du NEPAD, y compris le processus d'évaluation nationale du Mécanisme d'évaluation intra-africaine; renforcement des capacités nationales de mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 1993.

**Sous-programme 2: Promouvoir le développement durable**

B.4 Les activités prévues au titre de ce sous-programme, fondées sur le sous-programme 2 du programme 14 du plan-programme et ordre de priorité pour la période 2006-2007, relèvent de la Division du développement durable.

**Objectif:** Le sous-programme a pour objectif global de mieux gérer l'interdépendance entre sécurité alimentaire, population, établissements humains, ressources naturelles et environnement.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de réalisation</i>
Renforcement, dans les États membres, de la capacité de conception et de mise en œuvre de politiques et de programmes efficaces dans les domaines suivants: agriculture et sécurité alimentaire; science et technologie; population; établissements humains; ressources naturelles et environnement, et qui soient conformes aux objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire et aux dispositions pertinentes du Plan d'application de Johannesburg adopté au Sommet mondial sur le développement durable.	<p>i) Augmentation du nombre de politiques et de programmes formulés pour réaliser le développement durable en Afrique.</p> <p><i>Mesure de la performance</i></p> <p>2002-2003 : 0</p> <p>Estimation pour 2004-2005: 21</p> <p>Objectif pour 2006-2007: 30</p> <p>ii) Augmentation du nombre d'États membres intégrant l'interdépendance dans leurs cadres et programmes d'action nationaux de développement.</p>

*Mesure de la performance*

2002-2003: 0

Estimation pour 2004-2005: 15

Objectif pour 2006-2007: 20

---

**Facteurs externes**

- B.5 Le sous-programme devrait atteindre ses objectifs et aboutir aux réalisations escomptées, à condition que: a) les États membres participent effectivement aux efforts que déploie la Commission pour sensibiliser les décideurs à la nécessité d'intégrer de façon équilibrée les trois piliers du développement durable, c'est-à-dire le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement, et pour augmenter la capacité de conception et de mise en oeuvre intégrées des politiques, stratégies et programmes de développement durable; b) les États membres demeurent attachés aux principes fondamentaux du NEPAD et aux objectifs de développement convenus au niveau international, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire et dans les documents issus des grandes conférences des Nations Unies ainsi que dans les accords internationaux conclus depuis 1992.

**Produits**

- B.6 Au cours de la période biennale, les produits suivants seront exécutés:

**a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts:**

- i) *Service fonctionnel* de la cinquième session du Comité du développement durable;
- ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants*: trois rapports à l'intention du Comité du développement durable sur la mise en œuvre des activités prévues pour la période biennale 2006-2007 (rapport intérimaire); le suivi et la mise en œuvre des résultats du Sommet mondial sur le développement durable; un aperçu du développement durable en Afrique ;
- iii) *Deux réunions de groupes spéciaux d'experts*: sur la promotion de la transformation des produits agricoles en Afrique ; le suivi et l'évaluation des progrès accomplis en matière de développement durable en Afrique.

**b) Autres activités de fond:**

- i) *Deux publications en série: Bulletin sur le développement durable en Afrique*; suivi et évaluation des progrès accomplis en matière de développement durable en Afrique;
- ii) *Sept publications isolées*: rapport de synthèse régionale africaine sur les terres, l'agriculture et le développement rural ainsi que la sécheresse et la désertification; mise en place de systèmes scientifiques, technologiques et d'innovation en vue du développement durable en Afrique; élaboration et mise en œuvre de stratégies nationales de développement durable: expériences vécues et enseignements tirés; migration internationale et développement: conséquences pour l'Afrique; mise en valeur des concentrations de minéraux en Afrique (2); libération de l'accès à l'énergie en Afrique: favoriser l'énergie rurale en vue du développement durable;
- iii) *Supports techniques*: Base africaine de données et d'informations sur l'eau; site Internet sur la promotion du développement durable en Afrique; base de données et d'informations sur la sécurité alimentaire;
- iv) *Service fonctionnel de deux réunions interinstitutions sur*: l'appui fonctionnel concernant l'*Africa Water Development Report*; et la *Revue africaine de l'eau*;

**c) Coopération technique (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires):**

- i) *Services consultatifs*: quatre missions de services consultatifs auprès des États membres et des communautés économiques régionales à l'appui du NEPAD et des objectifs de développement convenus au niveau international, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire et dans les documents issus des grandes conférences des Nations Unies ainsi que dans les accords internationaux conclus depuis 1992;
- ii) *Stages de formation, séminaires et ateliers*: deux ateliers sous-régionaux sur la planification intégrée des ressources;
- iii) *Quatre projets opérationnels*: développement, transfert et application de la biotechnologie en vue du développement durable en Afrique; élaboration et application poussées du modèle population, environnement, développement et agriculture (modèle PEDDA) et d'autres instruments analytiques relatifs au développement durable; renforcement institutionnel du Groupe interorganisations sur l'eau en Afrique - suivi de la mise en œuvre de la Décennie internationale d'action, «l'eau, source de vie» en Afrique; relations entre la santé des femmes en matière de reproduction, le VIH/sida et la sécurité alimentaire dans l'Afrique rurale.

### Sous-programme 3: Renforcer la gestion du développement

- B.7 Les activités prévues au titre de ce sous-programme, fondées sur le sous-programme 3 du programme 14 du plan-programme et ordre de priorité pour la période biennale 2006-2007, relèvent de la Division de la gestion du développement.

**Objectif :** Améliorer les pratiques de bonne gouvernance afin de créer un environnement favorable à la participation de tous les secteurs de la société au processus de développement et renforcer les fondations d'un développement durable.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de réalisation</i>
a) Renforcement de la capacité des pays africains de formuler des politiques et des programmes propres à renforcer les institutions de gouvernance.	<p>a) Augmentation du nombre de politiques et de programmes mis en place pour renforcer les institutions de gouvernance.</p> <p><i>Mesure de la performance</i>  2002-2003:0  Estimation pour 2004-2005: 5  Objectif pour 2006-2007: 10</p>
b) Amélioration de l'environnement juridique et politique afin de permettre une plus grande participation des parties prenantes au processus de développement.	<p>b) Augmentation du nombre de cadres d'orientation et de programmes mis en place pour accroître la participation des parties prenantes</p> <p><i>Mesure de la performance</i>  2002-2003:0  Estimation pour 2004-2005: 4  Objectif pour 2006-2007: 10</p>

### Facteurs externes

- B.8 Le sous-programme devrait atteindre ses objectifs et aboutir aux réalisations escomptées, à condition que: a) Les États membres apportent leur soutien à la Commission dans ses efforts visant à mieux faire comprendre la nécessité de mesurer et d'évaluer la gouvernance, la transparence du secteur public et la gouvernance responsable, de créer des conditions favorables et de mettre en place des procédures, codes, repères et indicateurs afin de vérifier l'obligation redditionnelle des fonctionnaires et de rendre compte de l'usage fait des ressources publiques; b) les gouvernements acceptent volontiers de se soumettre au Mécanisme d'évaluation intra-africaine du NEPAD; c) les gouvernements soient également disposés à dialoguer avec d'autres groupes de parties concernées par la gouvernance en ce qui concerne leur rôle et leur participation aux processus démocratiques de gouvernance et de développement national.

## Produits

B.9 Au cours de la période biennale, les produits suivants seront exécutés :

a) **Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts:**

- i) *Service fonctionnel* de la quatrième session du Comité du développement humain et de la société civile;
- ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants*: trois rapports au Comité du développement humain et de la société civile sur les partis politiques et les politiques publiques; l'élimination des goulets d'étranglement relatifs à la bonne gouvernance économique et des entreprises qui entravent le développement du secteur privé; les stratégies visant à promouvoir l'accessibilité et la transparence dans la fourniture des services publics;
- iii) *Réunion de groupe spécial d'experts* sur le renforcement de l'efficacité de la justice dans la lutte contre la corruption.

b) **Autres activités de fond:**

- i) *Une publication en série: Rapport sur la gouvernance en Afrique*;
- ii) *Six publications isolées*: renforcer l'efficacité de la justice dans la lutte contre la corruption; accroître la participation des parties prenantes à la formulation et à la mise en œuvre des politiques; mobiliser les institutions de gouvernance traditionnelle; partis politiques et bonne gouvernance en Afrique: les leçons tirées et la voie à suivre; promouvoir des *codes et directives pour la bonne gouvernance économique et des entreprises en Afrique*; rôle du parlement dans le processus du cadre de dépenses à moyen terme;
- iii) *Expositions, visites guidées, conférences*: conférence sur des questions stratégiques clefs pour la gouvernance politique en Afrique;
- iv) *Livrets, fiches, affiches et dossiers d'information*: des livrets reprenant des messages choisis de l'étude sur la gouvernance en Afrique et centrés sur les questions d'efficacité et de transparence institutionnelles; des profils de pays tirés des études sur la gouvernance en Afrique;
- v) *Supports techniques*: base de données sur les experts, institutions et réseaux chargés de la gouvernance;

- vi) **Produits audiovisuels:** films, cassettes vidéo, émissions de radio, cassettes d'informations, documentaires et reportages sur la gouvernance.

c) **Coopération technique:**

- i) **Services consultatifs:** six missions de services consultatifs, à la demande des États membres, sur des aspects de la gouvernance politique, économique et des entreprises et l'efficacité institutionnelle dans le contexte du Mécanisme d'évaluation intra-africaine;
- ii) **Stages de formation, séminaires et ateliers:** un atelier de formation sur le cadre de dépenses à moyen terme à l'intention des hauts responsables;
- iii) **Deux projets opérationnels** portant sur les travaux analytiques venant en appui au NEPAD, notamment les études de pays effectuées dans le cadre du Mécanisme d'évaluation intra-africaine ainsi que l'évaluation et le suivi de la gouvernance dans certains pays africains.

**Sous-programme 4: Exploiter l'information pour le développement**

- B.10 Les activités prévues au titre de ce sous-programme, fondées sur le sous-programme 4 du programme 14 du plan-programme et ordre de priorité pour la période biennale 2006-2007, relèvent de la Division des services d'information pour le développement.

**Objectif:** Renforcer la société de l'information en Afrique pour mieux relever les défis du développement.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de réalisation</i>
a) Amélioration de la capacité des pays africains d'élaborer, de mettre en œuvre, de coordonner et d'évaluer des politiques et des stratégies d'information pour le développement	<p>a) i) Augmentation du nombre de pays ayant fait des progrès dans la formulation et la mise en œuvre de politiques d'information.</p> <p><i>Mesure de la performance</i> 2002-2003: 10 Estimation pour 2004-2005: 18 Objectif pour 2006-2007: 26</p> <p>ii) Augmentation du nombre d'accords et d'initiatives régionaux relatifs à l'information pour le développement.</p> <p><i>Mesure de la performance</i> 2002-2003: 2 Estimation pour 2004-2005: 6 Objectif pour 2006-2007: 9</p>
b) Plus grande disponibilité et utilisation plus efficace de l'information pour le	b) i) Augmentation du nombre de

---

développement aux niveaux national, sous-régional et régional.

ressources et de services concernant l'information et le savoir, aux niveaux national, sous-régional et régional.

*Mesure de la performance*

2002-2003: 15

Estimation pour 2004-2005: 25

Objectif pour 2006-2007: 50

ii) Diversité accrue des acteurs de la société de l'information aux niveaux national, sous-régional et régional (notamment au sein du secteur privé et de la société civile).

*Mesure de la performance*

2002-2003: 1 278

Estimation pour 2004-2005: 1400

Objectif pour 2006-2007: 1 600

---

### Facteurs externes

- B.11 Le sous-programme devrait atteindre ses objectifs et aboutir aux réalisations escomptées à condition que: a) les technologies de l'information et de la communication (TIC) continuent d'être intégrées en priorité dans les politiques de développement gouvernementales; b) les partenaires maintiennent leur appui.

### Produits

- B.12 Au cours de la période biennale, les produits suivants seront exécutés:

a) **Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts:**

- i) *Service fonctionnel* de la cinquième session du Comité de l'information pour le développement;
- ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants*: deux rapports au Comité de l'information pour le développement sur le suivi du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et la situation de l'information pour le développement;
- iii) *Réunions de groupes spéciaux d'experts*: deux réunions du Comité technique consultatif africain.

b) **Autres activités de fond:**

- i) *Publication en série*: *Les tendances TIC dans la mise en œuvre des politiques nationales*;



- ii) **Cinq publications isolées:** l'Initiative «Société de l'information en Afrique», 10 ans après; la géo-information dans le développement socioéconomique; les systèmes d'information sur la gestion des terres dans l'économie du savoir; l'infrastructure nationale de l'information et de la communication: bonnes pratiques et enseignements tirés; rôle économique de l'information pour le développement;
- iii) **Expositions, visites guidées, conférences:** deux expositions ont été organisées lors de grandes réunions, à l'intention des décideurs, portant sur l'utilisation des sources et des services d'information;
- iv) **Livrets, fiches, affiches et dossiers d'information:** fiches d'information sur des sujets relatifs au développement en Afrique et dossiers d'information sur les bibliothèques virtuelles pour la société de l'information en Afrique;
- v) **Supports techniques:** à la CEA, un portail donnant accès aux informations et données disponible; un guide de mise en œuvre du Sommet mondial sur la société de l'information;
- vi) **Produits audiovisuels:** informations pour le programme vidéo sur le développement, ressources Web et lettres d'information, Internet, bases de données et listes de sujets à débattre.

c) **Coopération technique:**

- i) **Services consultatifs:** quatre missions de services consultatifs, à la demande des États membres, concernant les politiques et plans relatifs aux TIC, ainsi que les technologies et la gestion des systèmes de géo-information;
- ii) **Stages de formation, séminaires et ateliers:** trois ateliers régionaux, sur la gestion de l'information et du savoir pour le développement; les normes de données spatiales, les centres d'échange d'informations et les métadonnées; la gestion de l'information et les services d'information, l'accent étant mis sur les produits géospatiaux;
- iii) **Bourses et subventions:** trois bourses de recherche sur des aspects choisis de la gestion de la géo-information; la mise en réseau de bibliothèques numériques et virtuelles; et la contribution de l'Afrique à l'élaboration des politiques mondiales relatives aux TIC;
- iv) **Trois projets opérationnels portant sur:** le Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information; le Centre de technologie de l'information pour l'Afrique; la promotion de la société de l'information en Afrique, l'accent étant mis sur les nouvelles

tendances dont les Objectifs du Millénaire pour le développement et les indicateurs.

### Sous-programme 5: Promouvoir le commerce et l'intégration régionale

- B.13 Les activités prévues au titre de ce sous-programme, fondées sur le sous-programme 5 du programme 14 du plan-programme et ordre de priorité pour la période biennale 2006-2007, relèvent de la Division du commerce et de l'intégration régionale.

**Objectif:** Accélérer l'intégration effective des États membres dans l'économie mondiale, et dynamiser le processus d'intégration régionale en Afrique en favorisant les échanges intrarégionaux et internationaux ainsi que l'intégration physique, un accent particulier étant mis sur le secteur des transports et des communications.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de réalisation</i>
a) Amélioration de la capacité des pays africains de prendre part activement aux négociations commerciales bilatérales et multilatérales.	a) Augmentation du nombre de pays africains prenant position en connaissance de cause sur les questions liées au commerce et à l'Organisation mondiale du commerce. <i>Mesure de la performance</i> 2002-2003: 2 Estimation pour 2004-2005: 4 Objectif pour 2006-2007: 6
b) Renforcement des capacités nationales d'élaboration de politiques commerciales au service du développement et de l'intégration régionale.	b) Accroissement du nombre de pays harmonisant leurs politiques nationales en vue de l'intégration régionale, conformément aux conventions et protocoles adoptés. <i>Mesure de la performance</i> 2002-2003: 2 Estimation pour 2004-2005: 3 Objectif pour 2006-2007: 6
c) Renforcement de la capacité d'adopter, au niveau national, des politiques et des programmes visant à rationaliser et à simplifier les communautés économiques régionales et les autres institutions œuvrant à l'intégration régionale en Afrique.	c) Augmentation du nombre de politiques et de programmes ayant pour objet la rationalisation, et du volume des échanges régionaux. <i>Mesure de la performance</i> 2002-2003: 1 Estimation pour 2004-2005: 2 Objectif pour 2006-2007: 4

### Facteurs externes

- B.14 Le sous-programme devrait atteindre ses objectifs et aboutir aux réalisations escomptées, à condition que: a) les États membres soient déterminés à respecter

leurs obligations contenues dans l'Acte constitutif de l'Union africaine; b) les réformes institutionnelles et de politique générale soient menées avec constance; c) les autres organismes des Nations Unies et parties prenantes appliquent les accords de développement commerciaux convenus à l'échelon international; d) les partenaires de développement internationaux et la communauté internationale mettent en œuvre le Programme de Doha pour le développement au moyen d'actions en faveur du développement.

## Produits

B.15 Au cours de la période biennale, les produits suivants seront exécutés:

**a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts:**

- i) *Service fonctionnel* de la cinquième session du Comité du commerce et de l'intégration régionale;
- ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants*: un rapport au Comité du commerce et de l'intégration régionale sur les progrès concernant le commerce intra-africain et international, les négociations commerciales au sein de l'OMC et dans le cadre des accords de partenariat économique (APE), ainsi que la mise en œuvre de l'intégration régionale et des politiques et programmes de transport;
- iii) *Deux réunions de groupes spéciaux d'experts*: l'une sur la promotion d'une intégration effective de l'Afrique dans l'économie mondiale, par le biais des négociations avec l'OMC et des APE; l'autre sur l'intégration systématique du commerce dans les stratégies nationales de développement.

**b) Autres activités de fonds:**

- i) *Publications en série: État de l'intégration régionale en Afrique*;
- ii) *Cinq publications isolées*: l'évaluation de la convergence des politiques dans les communautés économiques régionales pour une intégration régionale réussie; une fourniture efficace de biens collectifs régionaux: l'exemple de la rationalisation et de la coordination des politiques et programmes des transports; l'intégration effective dans l'économie mondiale par le commerce; les possibilités offertes à l'Afrique par les négociations au sein de l'OMC et dans le cadre des APE; l'état du développement des transports en Afrique; les meilleures pratiques en matière de politiques commerciales et de plans nationaux de développement;

iii) *Manifestation spéciale*: quatrième Congrès africain de la sécurité routière.

c) **Coopération technique:**

- i) *Services consultatifs*: quatre missions de services consultatifs à la demande des États membres, dans le domaine des politiques et de la promotion commerciales, des négociations commerciales internationales et des problèmes relatifs à l'intégration régionale, notamment le développement des infrastructures et des services des transports;
- ii) *Deux projets opérationnels*: l'un concernant l'exécution des activités prévues dans le cadre du Programme de transport pour l'Afrique subsaharienne pour la période 2003-2007; et l'autre portant sur le renforcement des capacités commerciales, afin d'accroître la part de l'Afrique dans le commerce international grâce au Centre africain pour la politique commerciale.

**Sous-programme 6: Améliorer la condition de la femme**

B.16. Les activités prévues au titre de ce sous-programme, fondées sur le sous-programme 6 du programme 14 du plan-programme et ordre de priorité pour la période biennale 2006-2007, relèvent du Centre africain pour le genre et le développement (CAGED).

**Objectif :** Intégrer une perspective sexospécifique dans les grandes orientations et les programmes nationaux de développement, notamment les processus budgétaires, afin de promouvoir l'égalité entre les sexes, une utilisation plus efficace des ressources et la réduction de la pauvreté, objectifs énoncés dans divers programmes d'action mondiaux et régionaux.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de réalisation</i>
a) Amélioration de la capacité des États membres d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes tenant compte des sexospécificités dans le but d'accélérer les progrès en matière d'égalité entre les sexes et de réduction de la pauvreté.	a) Augmentation du nombre d'États membres prenant en considération la dimension féminine lors de l'élaboration et de l'application des politiques et des programmes nationaux. <i>Mesure de la performance</i> 2002-2003 : 0 Estimation pour 2004-2005 : 14 Objectif pour 2006-2007 : 19
b) Amélioration de la capacité des décideurs et autres parties concernées d'exploiter les outils et d'appliquer les méthodologies de façon que les politiques et programmes répondent aux besoins des femmes.	b) Augmentation du nombre de pays adoptant des outils et des méthodologies pour l'élaboration de politiques et de programmes répondant aux besoins des femmes. <i>Mesure de la performance</i> 2002-2003 : 0

---

Estimation pour 2004-2005 : 12  
Objectif pour 2006-2007 : 37

---

### **Facteurs externes**

- B.17 Le sous-programme devrait atteindre ses objectifs et aboutir aux réalisations escomptées, à condition que: a) l'engagement soit pris au plan politique d'améliorer la condition de la femme; et b) les différents partenaires apportent leur appui au niveau national.

### **Produits**

- B.18 Au cours de la période biennale, les produits suivants seront exécutés:

- a) **Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts**
  - i) *Service fonctionnel* de la cinquième réunion du Comité «Femmes et développement»;
  - ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants*: deux rapports au Comité «Femmes et développement» sur les stratégies élaborées par les gouvernements et les organisations intergouvernementales pour mettre en application les conclusions de l'examen décennal du Programme d'action de Beijing, et sur l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique dans les pays membres;
  - iii) *Réunions de groupes spéciaux d'experts* sur l'examen et la validation du Rapport sur les femmes en Afrique.
- b) **Autres activités de fond**
  - i) *Trois publications en série*: Rapport sur les femmes en Afrique et Gender Net (2);
  - ii) *Deux publications isolées sur*: le plaidoyer pour l'égalité des sexes par l'utilisation de l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA); et l'état d'avancement de l'application du NEPAD dans une optique sexospécifique;
  - iii) *Supports techniques*: un manuel sur les comptes satellites nationaux de la production des ménages en Afrique; un site Web sur le genre et le développement ; des directives pour l'évaluation du plan directeur national concernant la condition de la femme.
- c) **Coopération technique**
  - i) *Services consultatifs* : quatre missions de services consultatifs à la demande des États membres sur l'évaluation de l'utilisation effective

de l'IDISA, le modèle macroéconomique sexospécifique et l'application de la parité entre les sexes;

- ii) *Stages de formation, séminaires et ateliers* : trois ateliers régionaux à l'intention des décideurs sur les comptes satellites nationaux de la production des ménages et la parité entre les sexes.

### **Sous-programme 7: Appuyer les activités sous-régionales de développement**

- B.19 Les activités prévues au titre de ce sous-programme, fondées sur le sous-programme 7 du programme 14 du plan-programme et ordre de priorité pour la période biennale 2006-2007, relèvent des cinq bureaux sous-régionaux de la CEA, situés à Tanger pour l'Afrique du Nord, Niamey pour l'Afrique de l'Ouest, Yaoundé pour l'Afrique centrale, Kigali pour l'Afrique orientale et Lusaka pour l'Afrique australe. Une unité de coordination, basée au siège de la Commission à Addis-Abeba, assure la liaison entre les divisions du siège et les divers bureaux.

**Objectif:** Harmoniser les politiques nationales dans divers secteurs pour appuyer les activités d'intégration sous-régionale dans le cadre général de l'Union africaine et des communautés économiques régionales afin de résoudre les problèmes propres à chaque sous-région.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de réalisation</i>
a) Renforcement de la capacité des États de formuler et d'harmoniser les politiques macroéconomiques et sectorielles aux niveaux national et sous-régional, en particulier dans les domaines du commerce, des infrastructures, de la mise en valeur des ressources humaines, de la prise en considération systématique de la situation des femmes, de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, et de l'environnement.	<p>a) Augmentation du nombre de politiques communes et d'accords institutionnels adoptés et mis en œuvre par les États membres dans les différentes sous-régions.</p> <p><i>Afrique du Nord</i>  <i>Chiffre initial pour 2002-2003 : 0</i>  <i>Estimation pour 2004-2005 : 0</i>  <i>Objectif pour 2006-2007 : 2</i></p> <p><i>Afrique de l'Ouest</i>  <i>Chiffre initial pour 2002-2003 : 0</i>  <i>Estimation pour 2004-2005 : 12</i>  <i>Objectif pour 2006-2007 : 20</i></p> <p><i>Afrique centrale</i>  <i>Chiffre initial pour 2002-2003 : 1</i>  <i>Estimation pour 2004-2005 : 1</i>  <i>Objectif pour 2006-2007 : 2</i></p> <p><i>Afrique orientale</i>  <i>Chiffre initial pour 2002-2003 : 1</i>  <i>Estimation pour 2004-2005 : 2</i>  <i>Objectif pour 2006-2007 : 4</i></p>

b) Renforcement des capacités humaines et institutionnelles des communautés économiques régionales et d'autres organisations intergouvernementales en matière de coordination et de suivi de l'exécution des programmes régionaux et sous-régionaux, notamment le NEPAD.

---

***Afrique australe***

*Chiffre initial pour 2002-2003 : 2*

*Estimation pour 2004-2005 : 5*

***Objectif pour 2006-2007 : 8***

b) Augmentation du nombre de communautés économiques régionales et d'organisations intergouvernementales qui adoptent et exécutent des plans et programmes stratégiques.

***Afrique du Nord***

*Chiffre initial pour 2002-2003 : 0*

*Estimation pour 2004-2005 : 1*

***Objectif pour 2006-2007 : 3***

***Afrique de l'Ouest***

*Chiffre initial pour 2002-2003 : 0*

*Estimation pour 2004-2005 : 2*

***Objectif pour 2006-2007 : 4***

***Afrique centrale***

*Chiffre initial pour 2002-2003 : 1*

*Estimation pour 2004-2005 : 2*

***Objectif pour 2006-2007 : 4***

***Afrique orientale***

*Chiffre initial pour 2002-2003 : 0*

*Estimation pour 2004-2005 : 1*

***Objectif pour 2006-2007 : 2***

***Afrique australe***

*Chiffre initial pour 2002-2003 : 0*

*Estimation pour 2004-2005 : 1*

***Objectif pour 2006-2007 : 2***

---

**Facteurs externes**

- B.20 Le sous-programme devrait atteindre ses objectifs et aboutir aux réalisations escomptées, à condition que : a) les États membres appliquent effectivement les mesures de politique générale et les arrangements institutionnels convenus ; b) les États membres appuient sans réserve les principes fondamentaux du NEPAD et les Objectifs du Millénaire pour le développement et les traduisent en programmes de développement nationaux ; c) les communautés économiques régionales apportent leur appui au NEPAD et soient disposées à renforcer leur coopération avec les bureaux sous-régionaux de la CEA par une

programmation conjointe; d) des ressources financières suffisantes soient mises à la disposition de la Commission pour lui permettre de mener ses activités opérationnelles aux niveaux national et sous-régional.

### **Bureau sous-régional en Afrique du Nord**

- B.21 Le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique du Nord, qui couvre les sept pays suivants : Algérie, Égypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie, exécutera les produits énumérés ci-dessous:

#### **Produits**

- B.22 Au cours de la période biennale, les produits suivants seront exécutés.

**a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts**

- i) *Service fonctionnel* de huit séances de deux sessions du Comité intergouvernemental d'experts;
- ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants*: six rapports au Comité intergouvernemental d'experts sur la situation économique et sociale en Afrique du Nord; l'Afrique du Nord et les programmes de développement internationaux et régionaux; l'intégration en Afrique du Nord: regard sur les questions commerciales; les progrès accomplis et les perspectives en ce qui concerne la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et la mise en œuvre du NEPAD en Afrique du Nord;
- iii) *Quatre réunions de groupes spéciaux d'experts sur*: le commerce intrarégional; l'intégration de la dimension genre dans les politiques de développement en Afrique du Nord: outils et méthodologies; les stratégies pour un développement durable: expériences vécues et leçons tirées; la promotion de codes et de normes en matière de gouvernance économique et de gouvernance des entreprises en Afrique du Nord.

**b) Autres activités de fond**

- i) *Publications en série*: Rapport sous-régional sur la mise en valeur des ressources en eau.
- ii) *Trois publications isolées sur* le commerce intrarégional: règles d'origine en Afrique du Nord; la mobilité des capitaux entre les pays d'Afrique du Nord; et les stratégies pour un développement durable : expériences vécues et leçons pour l'Afrique du Nord;



- iii) **Manifestation spéciale:** Forum pour le développement de l'Afrique; appui à la mise en œuvre du NEPAD en Afrique du Nord.

c) **Coopération technique**

- i) **Services consultatifs :** huit missions de services consultatifs à la demande des États membres, sur des questions institutionnelles et sectorielles relatives au renforcement de l'intégration régionale et à la mise en œuvre du NEPAD en Afrique du Nord;
- ii) **Stages de formation, séminaires et ateliers:** atelier sur l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique;
- iii) **Deux projets opérationnels :** Projet méditerranéen conjoint CEA/CESAO/ECE: divers moyens de financer les projets relatifs à des énergies nouvelles et des énergies renouvelables ; et observatoire pour l'intégration régionale.

**Bureau sous-régional en Afrique de l'Ouest**

- B.23 Le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Ouest, qui couvre les 15 pays suivants: Bénin, Burkina-Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo, exécutera les produits énumérés ci-dessous;

**Produits**

- B.24 Au cours de la période biennale, les produits suivants seront exécutés.

a) **Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts.**

- i) **Service fonctionnel:** de huit séances de deux sessions du Comité intergouvernemental d'experts;
- ii) **Documentation à l'intention des organes délibérants :** sept rapports au Comité intergouvernemental d'experts sur les conditions économiques et sociales en Afrique de l'Ouest (2); l'état d'avancement du plan stratégique à moyen terme de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et du programme économique de l'UEMOA et l'évaluation de la contribution de ces deux organismes aux accords de partenariat économique; les progrès accomplis et les perspectives en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que de la mise en œuvre du NEPAD en Afrique de l'Ouest; les activités de la CEA dans la sous-

région (2); et les critères et systèmes de convergence des politiques en Afrique de l'Ouest;

- iii) **Trois réunions de groupes spéciaux d'experts sur :** l'identification et l'analyse des sous-secteurs tirant la croissance et présentant un grand potentiel pour l'expansion des petites et moyennes entreprises exportatrices; les partis politiques et la bonne gouvernance en Afrique : les leçons tirées et la voie à suivre ; les défis posés et les opportunités offertes aux pays africains les moins avancés.

**b) Autres activités de fond**

- i) **Cinq publications isolées sur les sujets suivants :** évaluation à mi-parcours de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique de l'Ouest ; promotion de politiques macroéconomiques créatrices d'emplois, l'accent étant mis sur le travail indépendant des femmes et des jeunes ; identification et analyse des sous-secteurs tirant la croissance et présentant un grand potentiel pour l'expansion des petites et moyennes entreprises exportatrices; mobilisation des institutions traditionnelles de gouvernance; évaluation de la convergence des politiques dans les communautés économiques régionales pour une intégration régionale effective;
- ii) **Manifestation spéciale:** Forum pour le développement de l'Afrique; appui à la mise en œuvre du NEPAD en Afrique de l'Ouest;
- iii) **Supports techniques:** potentiel du commerce électronique pour l'expansion du commerce interne à l'Afrique de l'Ouest.

**c) Coopération technique**

- i) **Services consultatifs:** huit missions de services consultatifs à la demande des États membres, sur des questions institutionnelles et sectorielles relatives au renforcement de l'intégration régionale et à la mise en œuvre du NEPAD en Afrique de l'Ouest;
- ii) **Stages de formation, séminaires et ateliers:** quatre ateliers sur la culture de la paix; la planification et l'analyse du programme de développement des infrastructures matérielles; l'élaboration des règles et normes visant à améliorer l'accès au marché; et l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique;

- iii) **Trois projets opérationnels:** appui à la mise en œuvre du plan stratégique à moyen terme de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et du programme économique de l'UEMOA dans le cadre du NEPAD; programme de relèvement et de reconstruction après les conflits en Afrique de l'Ouest; et appui aux bureaux nationaux de statistique des pays d'Afrique de l'Ouest en ce qui concerne l'utilisation des indicateurs sexospécifiques élaborés par la CEA pour la production et l'utilisation de données et d'informations ventilées par sexe.

#### **Bureau sous-régional en Afrique centrale**

- B.25 Le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique centrale, qui couvre sept pays - le Cameroun, le Congo, la Guinée équatoriale, le Gabon, la République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad – exécutera les produits énumérés ci-dessous:

#### **Produits**

- B.26 Au cours de la période biennale, les produits suivants seront exécutés:

- a) **Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts**
  - i) **Services fonctionnels de huit séances** de deux sessions du Comité intergouvernemental d'experts;
  - ii) **Documentation à l'intention des organes délibérants:** huit rapports au Comité intergouvernemental d'experts sur les conditions économiques et sociales en Afrique centrale (2); la mise en œuvre de stratégies de lutte contre la pauvreté, y compris l'analyse des sexospécificités; les incidences de l'intégration régionale en Afrique centrale et le chevauchement de compétences entre la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC); les aspects sectoriels de l'intégration régionale en Afrique centrale; les progrès réalisés dans la poursuite des Objectifs du Millénaire pour le développement, et les perspectives dans ce domaine ainsi que la mise en œuvre du NEPAD en Afrique centrale; et les activités de la CEA dans la sous-région (2);
  - iii) **Quatre réunions de groupes spéciaux d'experts** sur: le programme relatif aux infrastructures dans la région et la facilitation des transports dans les couloirs de transit; l'harmonisation des programmes des communautés économiques régionales de l'Afrique centrale; la promotion de l'action régionale pour la fourniture de biens collectifs régionaux; plaider en faveur de la rationalisation

et de la coordination des politiques et programmes de transport; et l'exploitation de l'information pour le développement;

**b) Autres activités de fond**

- i) **Quatre publications isolées:** mise en œuvre du NEPAD et poursuite des Objectifs du Millénaire pour le développement: facilitation du transport dans certains couloirs; évaluation des économies de l'Afrique centrale; mobilisation des institutions traditionnelles de gouvernance; et évaluation de la convergence des politiques dans les communautés économiques régionales pour une intégration régionale effective;
- ii) **Manifestation spéciale:** Forum pour le développement de l'Afrique (ADF); appui à la mise en œuvre du NEPAD en Afrique centrale;
- iii) **Supports techniques:** base de données sur les experts en Afrique centrale; systèmes de géo-information sur les infrastructures des transports en Afrique centrale;

**c) Coopération technique**

- i) **Services consultatifs:** huit missions de services consultatifs, à la demande des États membres, dans les domaines institutionnels et sectoriels, en vue du renforcement de l'intégration régionale et de la mise en œuvre du NEPAD en Afrique centrale;
- ii) **Stages de formation, séminaires et ateliers :** quatre ateliers sur l'évaluation des résultats économiques, le renforcement des institutions pour la bonne gouvernance, les jeunes et le développement; et l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (CEA);
- iii) **Deux projets opérationnels:** rôle joué par les femmes dans le commerce transfrontalier pour assurer la sécurité alimentaire en Afrique centrale; et amélioration des données statistiques sur le commerce interne à l'Afrique centrale;

**Bureau sous- régional en Afrique orientale**

- B.27 Le Bureau sous- régional de la CEA en Afrique orientale, qui couvre 13 pays - Burundi, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Ouganda, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles et Somalie - exécutera les produits suivants:

## Produits

B.28 Au cours de la période biennale, les produits suivants seront exécutés:

a) **Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts:**

- i) ***Service fonctionnel de huit séances*** de deux sessions du Comité intergouvernemental d'experts;
- ii) ***Documentation à l'intention des organes délibérants*** : huit rapports au Comité intergouvernemental d'experts sur les conditions économiques et sociales en Afrique orientale (2); les mécanismes financiers de l'intégration régionale; les critères et systèmes de convergence des politiques en Afrique orientale; la promotion du commerce, des investissements et du secteur privé et les programmes relatifs à ces domaines en Afrique orientale; les progrès réalisés dans la poursuite des Objectifs du Millénaire pour le développement et les perspectives dans ce domaine ainsi que la mise en œuvre du NEPAD en Afrique orientale; et les activités de la CEA dans la sous-région(2);
- iii) ***Trois réunions de groupe spéciaux d'experts*** sur: la sécurité alimentaire et le développement durable : examen des moyens d'intervention et des accords sous-régionaux de coopération en Afrique orientale; les synergies entre les documents de stratégie pour la lutte contre la pauvreté en Afrique orientale, les Objectifs du Millénaire pour le développement, les politiques macroéconomiques et leurs incidences sur la réduction de la pauvreté en Afrique orientale; l'évaluation de la convergence des politiques dans les communautés économiques régionales pour une intégration régionale effective.

b) **Autres activités de fond**

- i) ***Cinq publications isolées***: une étude sur la coopération douanière au sein du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE); la sécurité alimentaire et les stratégies, programmes et politiques de développement durable de la sous-région; la coopération sous-régionale en matière de mise en place et d'utilisation des infrastructures, la mobilisation des institutions traditionnelles de gouvernance; et l'évaluation de la convergence des politiques dans les communautés économiques régionales pour une intégration régionale effective;

- ii) **Manifestation spéciale:** Forum pour le développement de l'Afrique; les bassins fluviaux/lacustres et la mise en valeur de l'énergie en Afrique orientale.

c) **Coopération technique:**

- i) **Services consultatifs:** huit missions de services consultatifs à la demande des États membres dans des domaines institutionnels et sectoriels, en vue du renforcement de l'intégration régionale et de la mise en œuvre du NEPAD en Afrique orientale;
- ii) **Stages de formation, séminaires et ateliers:** trois ateliers sur l'élaboration et l'analyse des politiques macroéconomiques, ainsi que l'intégration des stratégies de coopération et d'intégration régionales dans les politiques nationales; les réseaux de couloirs de transit et leur mode de fonctionnement en Afrique orientale; et l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (CEA);
- iii) **Deux projets opérationnels:** création de pôles commerciaux et de systèmes d'information commerciale entre les États de la région des Grands Lacs; et appui aux groupements sous-régionaux pour la mise en œuvre du NEPAD et des initiatives connexes;

**Bureau sous-régional en Afrique australe**

- B.29 Le Bureau sous- régional de la CEA en Afrique australe, qui couvre 11 pays - l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe - exécutera les produits énumérés ci- dessous:

**Produits**

- B.30 Au cours de la période biennale les produits suivants seront exécutés:

a) **Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts:**

- i) **Service fonctionnel de huit séances** de deux sessions du Comité intergouvernemental d'experts;
- ii) **Documentation à l'intention des organes délibérants:** huit rapports au Comité intergouvernemental d'experts sur les conditions économiques et sociales en Afrique australe (2); les progrès accomplis dans le domaine de la gouvernance en Afrique australe; l'intégration de la sexospécificité dans les programmes de développement en Afrique australe; l'harmonisation des politiques minières en Afrique australe; les progrès réalisés dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le

développement ainsi que dans la mise en œuvre du NEPAD en Afrique australe et les perspectives à cet égard; et les activités de la CEA dans la sous-région (2);

- iii) **Trois réunions de groupes spéciaux d'experts:** une réunion sur l'incidence de l'aide alimentaire et des subventions à l'agriculture sur la durabilité à long terme de la sécurité alimentaire en Afrique australe, une réunion d'examen par des pairs sur le rôle de l'information pour le développement dans l'économie et une réunion d'évaluation du secteur informel.

**b) Autres activités de fond**

- i) **Quatre publications isolées:** l'incidence de l'aide alimentaire et des subventions à l'agriculture sur la durabilité à long terme de la sécurité alimentaire en Afrique australe; le développement du commerce et des transports en Afrique australe; la mobilisation des institutions traditionnelles de gouvernance; l'évaluation de la convergence des politiques dans les communautés économiques régionales pour une intégration régionale effective;
- ii) **Manifestation spéciale:** Forum pour le développement de l'Afrique; mise en œuvre des protocoles dans la sous-région de la Communauté de développement de l'Afrique australe;
- iii) **Supports techniques:** base de données sur les experts, institutions et réseaux chargés de la gouvernance en Afrique australe.

**c) Coopération technique:**

- i) **Services consultatifs:** huit missions de services consultatifs à la demande des États membres sur des questions institutionnelles et sectorielles, en vue du renforcement de l'intégration régionale et de la mise en œuvre du NEPAD en Afrique australe;
- ii) **Stages de formation, séminaires et ateliers:** deux ateliers seront organisés sur les systèmes électoraux et l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (CEA);
- iii) **Deux projets opérationnels:** développement du secteur informel dans certains pays d'Afrique australe et appui à la mise en œuvre du NEPAD en Afrique australe.

**Sous-programme 8 : Planification et administration du développement**

- B.31 Les activités prévues au titre de ce sous-programme, fondées sur le sous-programme 8 du programme 14 du plan-programme pour la période biennale

2006–2007, relèvent de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP).

**Objectif:** Renforcer les capacités nationales en matière de formulation et de mise en œuvre des politiques de développement et de gestion économique.

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de réalisation</i>
Renforcement des compétences techniques et analytiques des experts des secteurs public et privé qui assument les fonctions essentielles de planification et de gestion économiques stratégiques dans les États membres.	Augmentation du nombre d'experts nationaux capables d'élaborer des instruments de politique économique, en utilisant les analyses, les méthodes et les outils acquis grâce aux cours et documents de plaidoyer de l'Institut africain de développement économique et de planification; <i>Évaluation de la performance</i> 2002-2003 : 118 Estimation pour 2004-2005 : 225 Objectif pour 2006-2007 : 260

#### **Facteurs externes**

- B.32 Le sous-programme devrait atteindre ses objectifs et aboutir aux réalisations escomptées, à condition que l'Institut dispose, de manière ininterrompue, de fonds extrabudgétaires suffisants.

#### **Produits**

- B.33 Au cours de la période biennale, les produits suivants seront exécutés:

**a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts:**

- i) *Service fonctionnel de quatre séances* de deux sessions du Conseil d'administration de l'IDEP;
- ii) *Documentation à l'intention des organes délibérants*: un rapport à la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique; deux rapports au Conseil d'administration de l'IDEP(2);

**b) Autres activités de fond**

- i) *Publications en série*: quatre numéros du bulletin d'information de l'IDEP;
- ii) *Cinq publications isolées*: études sur le développement institutionnel; les perspectives à long terme; les politiques macroéconomiques; l'économie politique; et les politiques technologiques;



c) **Coopération technique:**

- i) ***Services consultatifs :*** six missions de services consultatifs auprès des communautés économiques régionales et de l'Union africaine pour évaluer et coordonner les besoins de formation et s'attaquer aux problèmes et défis spécifiques de la sous-région;
- ii) ***Stages de formation, séminaires et ateliers:*** un programme de maîtrise en politique et gestion économiques ainsi qu'un programme de formation de niveau universitaire supérieure à l'intention des fonctionnaires africains et des responsables des secteurs public et privé; des cours de brève durée sur les politiques agricoles; des cours d'économétrie appliquée pour l'élaboration des politiques économiques; la budgétisation des investissements pour les infrastructures; le développement humain (santé et éducation); la politique du marché du travail et les stratégies de lutte contre la pauvreté; la réglementation et la surveillance de son application; la gestion de la dette africaine; les négociations au sein de l'OMC ; et l'intégration régionale en Afrique.
- iii) ***Bourses et subventions:*** Le Bureau accordera des bourses pour la participation au programme de maîtrise, en politique et gestion économiques.